

HRW constate des abus sur des réfugiés burundais en Tanzanie

Arrib News, le 30/11/2020 - Source Agence Anadolu - Et demande à la Tanzanie d'ouvrir des enquêtes. L'organisation de défense de droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a demandé, lundi, aux autorités tanzaniennes de mener des enquêtes sur la disparition forcée, les tortures et les détentions illégales dont sont victimes les réfugiés burundais, on a appris de source officielle.

"Le gouvernement tanzanien devrait de manière urgente et impartiale enquêter sur les allégations selon lesquelles des Burundais ont été enlevés, torturés et remis illégalement aux autorités burundaises, et s'assurer que les responsables soient traduits en justice", a déclaré Mausi Segum, directrice de la division Afrique de HRW sur son site officiel. Cette organisation affirme avoir identifié au moins 18 réfugiés et demandeurs d'asile burundais victimes de graves abus, depuis la fin de l'année 2019. Selon HRW, le sort de plusieurs victimes des disparitions forcées reste toujours inconnu. "Il est possible que d'autres Burundais aient subi des abus similaires", a-t-elle indiqué. Et de préciser qu'entre octobre 2019 et août 2020, au moins 11 Burundais ont été portés disparus, torturés et détenus arbitrairement. "Et ce, durant plusieurs semaines dans des conditions déplorable dans un poste de la police à Kibondo, région de Kigoma". D'après HRW, les auteurs de ces abus sont la police et les services de renseignements tanzaniens. Les autorités tanzaniennes n'ont pas encore réagi à cette demande de HRW jusqu'à midi (heure locale), lundi. Via cette publication, HRW a reconnu que trois détenus ont été libérés mais a déploré que huit autres ont été contraints à retourner dans les lieux sans chef d'inculpation. Depuis janvier 2020, HRW fait état de sept autres réfugiés et demandeurs d'asile burundais portés disparus en Tanzanie, surtout dans les camps de réfugiés de Mtendeli et Nduta. "Les disparitions forcées de réfugiés et demandeurs d'asile burundais en Tanzanie commises par les autorités tanzaniennes sont des crimes odieux" a souligné Mausi Segum. Selon les données du HCR, au 31 octobre 2020, plus de 150 mille réfugiés burundais se trouvaient dans les trois camps de réfugiés tanzaniens à savoir Nduta, Nyarugusu et Mtendeli. La majorité a fui la crise de 2015 liée au 3ème mandat contesté de l'ancien président, feu Pierre Nkurunziza.